France

La France est à la fois un point de transit, un pays de destination et d'origine limité pour les hommes, les femmes et les enfants contraints au travail forcé et faisant l'objet de trafic sexuel. Les victimes sont en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique de l'Ouest, d'Asie, d'Afrique du Nord et d'Amérique du Sud, et sont soumises à la traite sexuelle et au travail forcé. Les réseaux de prostitution contrôlés par des Bulgares, des Nigériens, des Roumains, des Chinois et des Français forcent des femmes à se prostituer par la servitude pour dettes, la contrainte physique et psychologique, et sous la menace de rites vaudou. Le nombre d'enfants victimes de la prostitution a augmenté ces dernières années. Ce chiffre inclut également des étudiants et des étrangers amenés à se prostituer. Les rapports indiquent que des enfants, principalement de Roumanie, d'Afrique de l'Ouest et du Nord, sont victimes de trafic sexuel en France. Le gouvernement français estime que la majorité des 20 000 personnes, dont 90 % sont d'origine étrangère, impliquées dans le commerce du sexe en France sont probablement victimes de la traite. Les pays d'origine comprennent la Roumanie, le Nigeria, la Chine, le Brésil et la Bulgarie. La prostitution faisant l'objet d'annonces sur Internet est organisée par des Russes et des Bulgares et a augmenté parallèlement aux petites annonces publiées par des réseaux organisés contrôlés par des Roumains, des Bulgares, des Nigériens, et des Brésiliens. Ces annonces impliquent probablement des victimes de traite sexuelle. Des femmes et des enfants du Suriname sont victimes de trafic sexuel en Guyane française. Les Roms et les mineurs non accompagnés en France sont vulnérables au vol et à la mendicité forcés. Des femmes et des enfants sont réduits à l'état de servitude domestique, surtout dans les cas où des familles exploitent des parents amenés d'Afrique en les obligeant à travailler chez eux. Les réseaux de trafiquants se sont élargis et opèrent dans des grandes villes en dehors de Paris, y compris à Lille et à Nice. En 2014, le gouvernement français a lancé une enquête sur des allégations selon lesquelles environ 14 soldats français déployés en République centrafricaine auraient abusé sexuellement de petits garçons au camp de réfugiés contre de l'argent et de la nourriture.

Le gouvernement français respecte les normes minimales relatives à l'élimination de la traite. Le gouvernement a adopté un plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains pour 2014-2016. Ce plan décrit les poursuites pénales, les dispositifs de protection, les campagnes de prévention et la création d'un fonds visant à protéger et à aider les victimes de la traite. Le gouvernement a considérablement augmenté le nombre de condamnations prononcées en vertu de l'article 225-4-2 relatif à la lutte contre la traite des êtres humains. L'application des lois ainsi qu'une collaboration étroite entre les pays source et l'UE se sont poursuivies et ont permis de remporter de nombreux succès dont des poursuites engagées contre plusieurs trafiquants sexuels et des réseaux de mendicité forcée. Le gouvernement a continué à protéger et à fournir une assistance à un grand nombre de victimes et à travailler en partenariat avec les pays de destination afin de lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants et des ressortissants français. Cependant, les efforts du gouvernement en matière de lutte contre le travail forcé se sont avérés plus faibles que ceux entrepris pour lutter contre le trafic sexuel, et la mise en œuvre des politiques de protection des victimes variaient selon les régions et les municipalités.

RECOMMANDATIONS DESTINÉES À LA FRANCE :

Mettre en œuvre le plan d'action national et nommer un rapporteur national comme indiqué dans le plan ; développer des formations pour lutter contre le travail forcé et ratifier l'application des lois contre le travail forcé ; renforcer la protection des enfants forcés à la mendicité et au vol ; améliorer l'accès à la justice pour les victimes afin d'obtenir des dédommagements ; augmenter le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations en vertu de la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains, en veillant à ce que les coupables soient condamnés à des peines de prison ; normaliser les politiques de délivrance des titres de séjour et envisager l'exonération des taxes pour obtenir un titre de séjour pour les victimes de la traite ; contrôler les femmes et les enfants arrêtés pour mendicité ou vol afin de vérifier s'il s'agit de travail forcé ; fournir des soins à toutes les victimes, indépendamment du fait qu'elles coopèrent ou non avec les forces de l'ordre, et continuer à améliorer la collecte des renseignements sur l'application des lois et des données sur l'assistance aux victimes.

POURSUITES

Le gouvernement a amélioré ses efforts en matière d'application des lois anti-traite. La France interdit toute forme de traite des êtres humains selon l'article 225-4 du Code pénal, qui prévoit des peines maximales entre sept ans de prison et l'emprisonnement à perpétuité pour des délits liés à ces trafics. Ces sanctions sont suffisamment sévères et proportionnelles à celles prévues pour d'autres délits graves, comme le viol. En 2014, les autorités françaises ont mené 204 enquêtes criminelles concernant le trafic sexuel, dont 106 pour proxénétisme aggravé impliquant 17 enfants. En 2013, l'année la plus récente pour laquelle des données liées aux condamnations sont disponibles, les autorités françaises ont obtenu la condamnation de 127 délinquants en vertu de l'article 225-4-2, une forte augmentation par rapport à 2012 (17 contrevenants condamnés). Le gouvernement a également condamné 23 criminels impliqués dans la prostitution d'enfants en 2013, par rapport à 19 en 2012. En outre, le gouvernement a obtenu la condamnation de huit délinquants mis en cause dans des affaires de mendicité forcée, contre 19 en 2012. Parmi les 719 condamnations pour proxénétisme aggravé, certaines s'apparentent à de la traite de personnes ; la majorité des arrestations d'origine dans ces cas concernait des trafics spécifiques. Le gouvernement a exhorté la collecte de données et a fourni une désagrégation plus détaillée par type de trafic, permettant d'avoir une compréhension plus profonde du profil des victimes, des auteurs, et des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la traite.

Des trafiquants ont été condamnés à plusieurs années d'emprisonnement. En mai 2014, le Tribunal correctionnel de Paris a condamné trois membres du « réseau Hamidovic » à des peines variant entre quatre et sept ans de prison pour avoir exploité et forcé des enfants à voler dans le métro de Paris.

La peine la plus sévère, une peine d'emprisonnement de sept ans et 100 000 euros d'amende (122 000 \$), a été émise *par contumace* contre un quatrième membre et dirigeant du réseau qui était en liberté au terme de la période visée par le présent rapport. En juillet 2014, le Tribunal correctionnel de Marseille a condamné six membres d'une famille bulgare à des peines allant de quatre à sept ans d'emprisonnement pour trafic sexuel et travail forcé ; la famille a, entre autres, forcé six personnes âgées d'origine bulgare à mendier.

En novembre 2014, 19 Nigériens ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de sept ans pour avoir dirigé un réseau de prostitution ; environ 30 femmes, réparties dans différentes villes de France, ont été contraintes à se prostituer. Le ministère de la Justice continue d'assurer des formations annuelles sur les lois relatives à la lutte contre la traite en France à l'intention des procureurs et des magistrats. Le gouvernement renforcé la formation de 19 officiers de police judiciaire sur la façon de mener des enquêtes. En 2014, la France a développé sa collaboration avec les organismes internationaux chargés de l'application de la loi, et a coopéré à plusieurs reprises avec la Bulgarie, la Chine, et la Roumanie afin d'enquêter sur les cas de traite. Le gouvernement n'a signalé aucune nouvelle poursuite ou condamnation à l'encontre des employés du gouvernement complices de délits de trafic. En juillet 2014, le gouvernement a ouvert une enquête sur des allégations selon lesquelles des soldats français déployés en République centrafricaine auraient abusé sexuellement de garçons au camp de réfugiés contre de l'argent et de la nourriture ; l'enquête était en cours à la fin de la période considérée.

PROTECTION

Le gouvernement a poursuivi des actions globales en matière de protection des victimes. Il a mis en place des mesures ayant pour objectif l'identification formelle des victimes et un mécanisme d'orientation géré par des ONG. En 2014, Le gouvernement a identifié 467 victimes de proxénétisme aggravé et de trafic sexuel : 440 femmes (dont 27 mineures) et 27 hommes (dont 1 mineur). À titre de comparaison, le gouvernement a identifié, en 2013, 912 victimes de la traite et du proxénétisme. Cela représente une diminution significative du nombre de victimes identifiées ; le gouvernement a fourni des informations plus détaillées, ainsi qu'une plus grande désagrégation par type d'infraction des statistiques concernant les victimes, pour une analyse plus précise des données. Une ONG a reçu 252 rapports liés à la traite d'êtres humains et a assisté 180 victimes provenant de 12 pays. La majorité des victimes étaient des femmes d'Afrique de l'Ouest, en particulier du Nigeria.

Le ministère des Affaires sociales, le ministère de la Santé et la ville de Paris ont attribué des fonds au système Ac-Se, un réseau de 50 refuges géré par des ONG

afin de venir en aide aux adultes vulnérables victimes de travail forcé et de trafic sexuel. Ac-Se a aidé 70 victimes de la traite en 2014, par rapport à 68 victimes en 2013, en leur fournissant un hébergement, une aide juridique, médicale, et psychologique. En 2014, Ac-Se a reçu 205 000 € (222 000 \$), dont environ 90 % proviennent des autorités centrales et 10 % de la ville de Paris. Les collectivités locales ont proposé des cours de français aux victimes, et certaines victimes ont pu faire une demande de logement social et accéder à des formations professionnelles subventionnées. Les victimes ont reçu une première allocation de 350 € (425 \$) du gouvernement, et par la suite l'équivalent d'environ 100 € (122 \$) par mois. Les victimes ont dû attendre en moyenne sept jours avant d'accéder à un hébergement en 2014, et Ac-Se a signalé avoir rencontré des difficultés dans sa capacité à fournir une réponse rapide aux victimes. Les autorités centrales et municipales ont également subventionné en partie la création d'un centre d'hébergement à Paris et un petit nombre d'appartements d'urgence indépendants du système Ac-Se. Les services de protection de l'enfance ont placé des enfants victimes de la traite dans des refuges collectifs pour enfants. Le gouvernement a créé un service d'assistance téléphonique pour les enfants se trouvant dans des situations de violence, y compris la traite. La permanence téléphonique d'Ac-Se a reçu environ 900 appels en 2014. Bien que les autorités françaises n'aient pas précisé le montant global du budget alloué aux ONG afin de venir en aide aux victimes, les autorités centrales ont attribué, en 2013, 1,7 millions d'euros (1,8 millions \$) aux ONG pour l'assistance aux victimes.

Le gouvernement a mis en place un programme de référence géré par les ONG pour assurer le transfert des victimes détenues, arrêtées ou placées en détention préventive par les fonctionnaires chargés de l'application des lois dans des institutions fournissant des soins de courte durée. Le gouvernement a également fourni des services de protection des témoins pour les victimes ayant collaboré avec la police afin de poursuivre les trafiquants. Les ONG ont estimé que le programme de référence fonctionnait bien lorsque les victimes étaient prêtes à coopérer avec les autorités judiciaires ; cependant, comme l'assistance aux victimes était fondée sur leur coopération avec la police, les victimes refusant de coopérer ne recevaient aucune aide. La loi française prévoit un délai de réflexion de 30 jours

pour les victimes présumées ; cependant, il semble que certaines autorités ne connaissaient pas cette période de réflexion et ne l'ont pas proposée aux victimes. Ces dernières pouvaient se voir accorder un titre de séjour temporaire, à condition qu'elles coopèrent aux enquêtes policières. Les cartes de séjour étaient généralement valables pour un an et étaient renouvelables tous les six mois. Le gouvernement a délivré des documents à 43 victimes sollicitant pour la première fois leur admission au séjour et des renouvellements de titres de séjour à 155 victimes. Le temps d'attente pour l'acquisition des cartes de séjour allait de 15 jours à 18 mois. Les victimes ayant obtenu la résidence pouvaient travailler ou quitter le pays pendant le procès. Ces titres de séjour étaient valables pendant la durée de la procédure pénale et devenaient automatiquement permanents lors de la condamnation d'un coupable. Lorsque les délinquants n'étaient pas condamnés, les préfets locaux avaient le pouvoir discrétionnaire d'accorder des cartes de résident permanent aux victimes. Les ONG ont précédemment signalé des pratiques extrêmement incohérentes d'une préfecture à une autre dans la délivrance de titres de séjour, en particulier si les victimes avaient reçu des condamnations antérieures pour prostitution. Certaines victimes ont trouvé plus facile de demander et d'obtenir l'asile, car le processus n'impliquait aucun coût ni aucune obligation de participer à une poursuite. Les victimes avaient la possibilité de se voir accorder un dédommagement en vertu du Programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels. En 2013, ce programme a permis d'allouer 361 000 € (392 000 \$) aux victimes. Il faut souvent compter plusieurs années pour mener à bien un processus de demande d'indemnisation, et les demandes de nombreuses victimes sont en cours de traitement ; depuis sa création en 1985, ce programme a permis l'indemnisation de deux victimes en 2007 et 2009. Aucun rapport spécifique n'a été fourni concernant des victimes identifiées qui auraient été pénalisées pour des crimes commis en conséquence directe du fait qu'elles étaient soumises à la traite ; cependant, environ 1 500 personnes sont arrêtées chaque année pour prostitution. Le gouvernement a parrainé des formations sur l'identification des victimes de la traite aux travailleurs sociaux et aux autres employés du gouvernement, y compris les inspecteurs du travail.

PRÉVENTION

Le gouvernement a poursuivi ses objectifs concernant la prévention de la traite des êtres humains. Il a adopté un plan d'action national 2014-2016 de lutte contre la traite des êtres humains. La mise en application de ce plan a été soutenue par un fonds dédié aux victimes de la traite et les règles prévoient la nomination d'un rapporteur national ; cependant, aucun rapporteur n'a été désigné au cours de la période considérée. Le gouvernement, quant à lui, a redoublé d'effort en matière de lutte contre la pratique du tourisme sexuel par les Français. D'après des contacts travaillant au sein d'ONG, nous pouvons estimer que 15 ressortissants français ont été condamnés chaque année pour leur participation au tourisme sexuel impliquant des enfants, principalement en Asie. La police française a mené des enquêtes internationales liées au tourisme sexuel impliquant des enfants. Le gouvernement a financé des programmes par le biais des compagnies aériennes et des voyagistes décrivant les pénalités encourues par les coupables de tourisme sexuel impliquant des enfants. Le gouvernement a également sponsorisé des affiches et des dépliants développés par des ONG partenaires afin de réduire la demande en matière de prostitution infantile et le tourisme sexuel impliquant des enfants. En France, les étudiants en gestion du tourisme et de l'hôtellerie doivent prendre des cours sur la prévention du tourisme sexuel impliquant des enfants. Le gouvernement a pris des mesures afin de réduire la demande relative au commerce du sexe en adoptant une loi en mars 2015 visant à prévenir la traite des êtres humains et à protéger les victimes, en imposant des amendes aux personnes se rendant coupables d'une sollicitation de relations sexuelles. La loi prévoit également de procurer une carte de séjour de six mois renouvelable aux étrangers, qu'ils aient coopéré ou non avec tout organisme chargé de l'application de la loi. Le gouvernement n'a mis en œuvre aucune campagne nationale de sensibilisation axée sur la lutte contre la traite de personnes. Il a tout de même offert une formation anti-traite à toutes les troupes de maintien de la paix avant leur déploiement à l'étranger dans des missions internationales de maintien de la paix. En revanche, le gouvernement n'a pas proposé de formations ou de directives anti-traite à son personnel diplomatique.